

Les subsides

M. Manly: L'embargo est une bonne chose et je l'appuie. Ce que je dis, c'est qu'il devrait être permanent. Il ne devrait pas être possible d'exporter des grumes de cèdre aux États-Unis. Ces dernières années, le gouvernement de Victoria, le gouvernement de Crédit social, a permis l'exportation de grumes de cèdre de première qualité au Japon et en Chine. Avec chaque grume le gouvernement exporte des emplois. Je ne veux pas voir cela arriver à notre industrie du cèdre. J'ai du mal à croire ce que nous dit l'actuel gouvernement de Colombie-Britannique. Je continue à penser qu'il serait possible de construire dans l'est un marché plus important qu'il ne l'est. C'est ce que j'invite le gouvernement à faire.

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, deux ou trois choses me tracassent au sujet des négociations sur le libre échange entre le Canada et les États-Unis.

On peut dire, je pense que nous avons maintenant une assez bonne idée de notre position commerciale vis-à-vis des États-Unis. Si nous doutions que le gouvernement américain allait prendre des décisions servant ses propres intérêts, je pense que nous savons maintenant à quoi nous en tenir.

Le premier ministre (M. Mulroney) croyait, en toute bonne foi, que des liens d'amitié et une ou deux chansons chantées à Québec avaient suffi à améliorer les relations entre le Canada et les États-Unis à tel point que nous ne risquions pratiquement plus de voir les Américains prendre des mesures restrictives et déloyales contre nous.

Nous savons maintenant que ce n'est pas le cas, que les États-Unis cherchent d'abord et avant tout à protéger leurs intérêts. Malgré les beaux discours du gouvernement américain et surtout du président, ils cherchent à obtenir le maximum d'avantages, même si c'est au détriment d'un autre pays.

Cela dit, je précise que cela ne m'étonne nullement. Il en a toujours été ainsi. Pendant toute l'histoire moderne, je pense que les États-Unis n'ont jamais pris une mesure qui ne visait pas à servir leurs intérêts. Je ne m'attendrais pas à ce qu'ils agissent différemment. C'est parce que je sais à quoi m'attendre de leur part que je m'inquiète des agissements du gouvernement du Canada.

Le Congrès américain est élu pour servir le peuple des États-Unis. Les membres de ce Congrès, s'ils siègent à la Chambre des représentants ou au Sénat, sont élus pour résoudre les problèmes de la population américaine. S'ils sont là c'est parce que les citoyens de leur district ou de leur État croient qu'ils sauront bien défendre leurs intérêts. J'ai appris dans mes rapports avec les hommes politiques des États-Unis qu'ils sont chauvins à l'extrême dans leur façon d'envisager les problèmes. J'ai assisté à des réunions canado-américaines et je suis souvent allé à Washington. J'ai beaucoup voyagé à travers les États-Unis et j'ai rencontré un grand nombre de représentants, anciens et actuels. Dès que nous discutons, ils ne traitent que des questions qui intéressent leur localité et jamais l'ensemble de leur pays, et encore moins l'ensemble du monde.

● (1620)

Je demande aux députés de fouiller dans leur mémoire pour essayer de trouver une seule occasion, au cours des réunions

qu'ils ont eues avec des représentants du Congrès des États-Unis, des membres du Sénat ou de la Chambre des représentants, où un Américain a parlé d'autre chose que des questions intéressant son patelin. Je demande à mes collègues qui ont assisté à de telles assemblées s'ils s'en souviennent?

M. Murphy: Oui.

M. Deans: Mon collègue le député de Churchill dit que oui. Si sa mémoire lui fait défaut la plupart du temps, mes autres collègues approuvent de la tête.

Depuis des années, aux États-Unis, les décisions prises par les organismes quasi judiciaires et non judiciaires sont motivées par leur intérêt personnel. Je voudrais citer quelques exemples. Les Américains ont adopté un Farm Bill. Ce projet de loi visait-il à aider le Canada ou un autre pays du monde? Non. Il visait à permettre aux producteurs américains de faire une percée sur les marchés mondiaux en pratiquant des prix inférieurs à ceux des autres pays. Ce Farm Bill fait du tort au Canada et surtout aux agriculteurs canadiens. Par ailleurs, ce sont d'abord les marchés traditionnels du Canada que les Américains convoitaient. Voilà ce qu'ont fait nos amis pour essayer de trouver le meilleur moyen de résoudre leurs problèmes économiques.

Ils n'en sont toutefois pas restés là. Qu'ont fait les Américains dans le petit conflit sur les porcs? Ils se sont mis immédiatement à imposer des restrictions. Nous avons eu un différend au sujet du poisson, et ils se sont mis à imposer des restrictions également. Ils ont imposé des restrictions à la suite de la querelle sur le bois d'oeuvre.

Avions-nous agi illégalement ou avons-nous fait quelque chose de mal? Avions-nous enfreint l'entente qui existe entre nos deux pays? Non. Nous avons continué à agir comme nous l'avions toujours fait.

Les États-Unis connaissaient un ralentissement économique. Par ailleurs, la devise américaine était très forte, et les Américains refusaient de régler ce problème. Pour toutes ces raisons, leurs prix n'étaient pas concurrentiels et leurs consommateurs achetaient au moins autant voire plus de produits étrangers qu'auparavant. Cela s'explique également par le fait que nos progrès technologiques dans certains domaines nous ont permis de vendre à meilleur marché que les Américains. De plus, dans bien des cas, nous occupions une plus large part d'un marché non pas parce que nous vendions davantage, mais parce que notre part du marché précédent paraissait maintenant beaucoup plus grande du fait que ce marché avait rapetissé. Quoi qu'il en soit, ils ont jugé que nous vendions trop et qu'ils ne pouvaient plus le tolérer. Nous ne vendions pas de façon irrégulière, nous ne subventionnions pas, nous ne faisons pas de dumping ni n'expédions en vrac. Nous vendions en consignment. Or les Américains, ceux-là mêmes avec lesquels nous sommes sur le point de conclure un accord de libre-échange, ont décidé qu'ils ne le toléreraient plus. Ils parlent de libre-échange, mais nous avons avec eux des arrangements de libre-échange dans certains de ces secteurs.